

500 chéance  
N° 94/CA du Répertoire

ABC

N° 2008-52/CA3 du Greffe

Arrêt du 18 juillet 2012

Affaire : LOKO SOSSOU FELIX

C/

- PREFET ATLANTIQUE
- MAIRIE DE COTONOU

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 15 avril 2008, enregistrée au greffe de la cour le 16 avril 2008 sous le n°316/GCS, par laquelle monsieur Loko Sossou Félix demeurant lot 1813 parcelle D Fidjrossè, a saisi la Cour d'un recours tendant au sursis à l'exécution de l'arrêté préfectoral n°2/121/DEP-ATL/CAB/SAD du 4 avril 2002 portant annulation de permis d'habiter et droit de propriété ;

Vu les lettres n°970/GCS et n°971/GCS du 21 mai 2008, par lesquelles le requérant a été respectivement mis en demeure pour consigner conformément à l'article 45 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la Cour Suprême et à régulariser son recours par la formalité de timbrage de sa requête conformément à l'article 682 du code général des impôts ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition organisation fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Ouï le Président-rapporteur **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;



V

Où l'Avocat Général **Onésime G. MADODE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que le requérant développe qu'il a acquis le 19 octobre 2001 auprès de monsieur Ahéhéhinou Olivier Dossa la parcelle D du lot 1813 du lotissement de Fidjrossè Centre, munie du permis d'habiter n°2/221 du 28 avril 2000 ;

Qu'il a alors entrepris aussitôt les formalités de mutation de ce permis d'habiter en son nom ainsi que des travaux de construction de la parcelle qui sont terminés , et il y habite sans aucun trouble jusqu'en 2007 où il a été assigné aux fins de déguerpissement de la parcelle au motif qu'elle ne lui appartiendrait pas.

Que c'est à l'audience où il a appelé son vendeur en garantie que le nommé Ayi Cosme leur a communiqué l'arrêté préfectoral n° 2/121/DEP-ATL/CAB/SAD du 4 avril 2002 portant annulation du permis d'habiter n°2/221 du 28 avril 2000 et confirmation de droit de propriété de ce dernier ;

Qu'il a introduit un recours pour excès de pouvoir inscrit au rôle de la chambre administrative de la Cour Suprême sous le numéro 2008-13/CA3 contre cet arrêté ;

Qu'ayant érigé en matériaux définitifs un bâtiment d'environ cent millions, il sollicite, en application de l'article 73 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Cour Suprême, le sursis à exécution de l'arrêté en cause.

Considérant qu'aux termes de l'article 45 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême « Le demandeur est tenu sous peine de déchéance de consigner au greffe de la Cour une somme de cinq mille (5000) francs dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la mise en demeure qui lui en sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai. »





Considérant que malgré la mise en demeure adressée le 21 mai 2008 par lettre n°970/GCS au requérant et réceptionnée le 11 août 2009, il n'a pas payé la consignation légale ;

Que par conséquent il y a lieu de le déclarer déchu de son recours.

**Par ces motifs,**

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le requérant est déchu de son action ;

**Article 2** : Les dépens sont mis à sa charge ;

**Article 3** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu'au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de Messieurs :

**Jérôme O. ASSOGBA**, Conseiller à la chambre administrative,

**PRESIDENT ;**

**Eliane R. G. PADONOU** }

Et { **CONSEILLERS.**

**Etienne FIFATIN** }

Et prononcé à l'audience publique du mercredi dix-huit juillet deux mille douze, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Onésime G. MADODE,**

**MINISTERE PUBLIC ;**

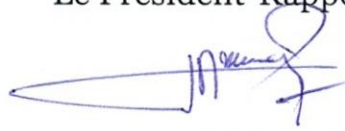
**Hortense LOGOSSOU-MAHMA,**

**GREFFIER.**




Et ont signé,

Le Président-Rapporteur



**Jérôme O. ASSOGBA**

Le Greffier,



**Hortense LOGOSSOU-MAHMA**